



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/24081  
10 juin 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRES IDENTIQUES DATEES DU 6 JUIN 1992, ADRESSEES RESPECTIVEMENT  
AU SECRETAIRE GENERAL ET AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR  
LE PRESIDENT DE LA PRESIDENCE DE BOSNIE-HERZEGOVINE

En dépit de toutes les déclarations et les informations diffusées par le régime de Belgrade et l'ancienne armée yougoslave, l'agression contre la Bosnie-Herzégovine ne cesse de s'intensifier.

Près de 85 % du territoire de notre pays est attaqué. Les déclarations faites par Belgrade et l'armée yougoslaves qui affirment ne pas contrôler entièrement les forces qui massacrent impitoyablement des civils innocents et détruisent des villes entières en Bosnie-Herzégovine, sont mensongères.

L'ancienne armée yougoslave n'a retiré qu'un nombre relativement restreint d'officiers et de troupes, laissant sur place plus de 80 000 soldats ainsi que d'importantes quantités d'armes, y compris des chars, des avions et des roquettes.

Le régime de Belgrade et son armée ne peuvent dégager leur responsabilité par rapport aux actes qu'ils commettent en Bosnie-Herzégovine simplement en substituant au qualificatif "yougoslave" l'appellation "groupe paramilitaire serbe".

Nous tenons à vous rappeler que les avions de chasse de l'armée yougoslave qui ont lancé des roquettes et des bombes sur les villes de Tuzla et Gorazde ont décollé de la base militaire de Batajnicz, près de Belgrade, et de Podgorina au Monténégro. Ces attaques se sont produites après l'adoption de la résolution 757 par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Depuis lors, de nouvelles pièces d'artillerie lourde, y compris des canons de 185 mm et des missiles Scud surface-surface, ont été déployées sur la montagne de Vlasic, d'où elles ont visé Sarajevo.

C'est également après l'adoption de la résolution 757 qu'ont été commis la plupart des massacres à Prijedor et Kozarac : une centaine de musulmans et de Croates ont été tués et des milliers de civils ont été expulsés en l'espace d'une seule journée.

En Bosnie occidentale, des centaines de villages ont été incendiés après que les habitants eurent été chassés de leur maison. Nombre d'entre eux ont été tués par les attaquants ou ont été brûlés vifs dans leur maison. A Mostar, trois ponts principaux ont été détruits.

A Tuzla, l'agresseur a attaqué une grande usine chimique, ce qui risque de provoquer une catastrophe écologique majeure, dont les retombées se feraient sentir dans la plupart de l'Europe du Sud. Les réserves de chlore dans cette usine sont en effet 128 fois plus importantes qu'elles ne l'étaient à Bhopal, en Inde, avant la catastrophe.

Au cours du dernier week-end, Sarajevo a subi les destructions les plus importantes de son histoire depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque la ville fut anéantie par Eugène de Savoie. Les bombardements se sont produits après l'évacuation des casernes de l'armée yougoslave au centre de Sarajevo, qui a eu lieu vendredi, et l'acceptation de l'accord sur la réouverture de l'aéroport de Sarajevo sous le contrôle des Nations Unies.

Je puis vous assurer qu'après deux mois de guerre en Bosnie-Herzégovine, la nature du conflit n'a absolument pas changé. Il s'agit toujours d'une agression impitoyable et systématique de la part de la Serbie et du Monténégro qui, de pair avec l'ancienne armée yougoslave, s'efforcent de parvenir ainsi à leurs fins, puisqu'ils n'ont pu le faire par des moyens politiques. Les agresseurs ont entrepris de procéder à un "assainissement ethnique" avant de se détacher de la Bosnie-Herzégovine et de fusionner avec la Serbie et le Monténégro.

Nous invitons instamment l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à intervenir pour empêcher que des civils innocents ne meurent, victimes de la faim ou des attaques armées. La catastrophe qui nous menace risque d'être la pire que l'humanité ait connue depuis la deuxième guerre mondiale. Nous ne pouvons pas attendre un jour de plus que des mesures énergiques soient prises pour la prévenir.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer immédiatement le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Président

(Signé) Alija IZETBEOVIC

-----